

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 10 (1892)
Heft: 107

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 20.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Abonnements:

(inkl. Porto)
Schweiz: Jährlich Fr. 6, 2^{tes} Semester
Fr. 3. — Postverein: Jährlich Fr. 16,
2^{tes} Semester Fr. 8.
In der Schweiz kann nur bei der Post
abonniert werden; im Ausland auch
durch Postmandat an die Administra-
tion des Blattes in Bern.
Preis einzelner Nummern 25 Cts.

Abonnements:

(Port compris)
Suisse: un an fr. 6, 2^e semestre fr. 3
Union postale: un an fr. 16,
2^e semestre fr. 8.
On s'abonne en Suisse exclusivement
aux offices postaux; à l'étranger aux
offices postaux ou par mandat postal
à l'Administration de la feuille à Berne.
Prix du numéro 25 cts.

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce — Foglio ufficiale svizzero di commercio

Versendung regelmässig <i>Mittwoch und Samstag</i> Abends. Nach Bedürfniss erscheint das Blatt auch an andern Tagen.	Redaktion und Administration im schweizerischen Departement des Auswärtigen, Abtheilung Handel.	Rédaction et Administration au Département fédéral des Affaires étrangères, Division du commerce.	La feuille est expédiée régulièrement les <i>mercredi et samedi</i> soir; elle paraît en outre d'autres jours suivant les besoins.
---	--	--	---

Insertionspreis: Halbe Spaltenbreite 30 Cts., ganze Spaltenbreite 50 Cts. per Zeile. Inserate werden von der Administration des Handelsamtsblattes in Bern, sowie von den Annoncen-Agenturen angenommen.

Prix des annonces: La petite ligne 30 cts., la ligne de la largeur d'une colonne 50 cts. Adresser les annonces à l'Administration de la feuille à Berne ou aux agences de publicité.

Inhalt — Sommaire.

Handelsregister. — Registre du commerce. — Ergebnisse der 36 schweiz. Emissionsbanken im Jahre 1891. — Rendement des 36 banques d'émission suisses pour l'exercice 1891. — Wochensituation der schweiz. Emissionsbanken. — Situation hebdomadaire des banques d'émission suisses. — Verkehr der Zentralstelle mit den Konkordatsbanken. — Mouvement du bureau central avec les banques concordataires. — Handelsregister (Geschäftsbericht des eidgen. Justizdepartements [Fortsetzung]). — Droit d'entrée roumain sur le chocolat (Rumänischer Chocladezoll). — Banque nationale de Belgique.

26. April. Inhaberin der Firma **B. Schmid-Gubler** in Basel ist Frau Barbara Schmid-Gubler von Bülach (Zürich), wohnhaft in Basel. Natur des Geschäftes: Spezerei- und Viktualienhandlung. Geschäftslokal: St. Johann-vorstadt 72.

Kanton Schaffhausen — Canton de Schaffhouse — Cantone di Sciaffusa

1892. 27. April. Inhaber der Firma **J. Kirchhofer, Sohn, Metzgermeister** in Schaffhausen ist Jakob Kirchhofer, Sohn, von und in Schaffhausen. Natur des Geschäftes: Metzgerei und Würsterei. Geschäftslokal: Am freien Platz.

29. April. Die Firma **O. Schachenmann** in Schaffhausen (S. H. A. B. vom 6. August 1887, pag. 611) ist in Folge Todes und Konkurses des Inhabers von Amteswegen gestrichen worden.

Kanton Thurgau — Canton de Thurgovie — Cantone di Turgovia

1892. 29. April. Die Firma **August Ruf** in Konstanz und Emmishofen (S. H. A. B. vom 22. Mai 1891, pag. 481) ist in Folge Verzehrs des Inhabers erloschen. Ebenso fällt die an Gustav Schmid und Aug. Wittmann ertheilte Prokura dahin.

Die Aktiengesellschaft unter der Firma **Convertfabrik Konstanz & Emmishofen** in Konstanz (eingetragen im Handelsregister der Stadt Konstanz unterm 31. Oktober 1891) hat am 27. Oktober 1891 in Emmishofen eine Zweigniederlassung unter derselben Firma errichtet. Zweck der Gesellschaft ist die Erwerbung und der Betrieb der August Ruf'schen Convertfabrik in Konstanz und Emmishofen und die Gesellschaft übernimmt Aktiven und Passiven der erloschenen Firma August Ruf. Die Statuten datiren vom 27. Oktober 1891. Die Dauer der Gesellschaft ist unbestimmt. Das Gesellschaftskapital beträgt dreihundertzwanzigtausend Reichsmark (**Mk. 320,000**), eingetheilt in 320 Aktien von je 1000 Mk. Die Aktien lauten auf den Inhaber. Die Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen durch Publikation in der Neuen Zürcher-Zeitung und Konstanzer-Zeitung. Zur Vertretung der Gesellschaft ist der von der Generalversammlung erwählte Direktor Friedrich Stadler von und wohnhaft in Konstanz befugt. Ausserdem wurde Einzel-Prokura ertheilt an Gustav Schmid von Hechingen, wohnhaft in Kreuzlingen, und an August Wittmann von und wohnhaft in Konstanz.

Kanton Gené — Canton de Genève — Cantone di Ginevra

1892. 25. April. La société en nom collectif **Bourrit & Cellérier**, agents de change, à Genève (F. o. du c. du 14 septembre 1889, page 724), est dissoute dès le 20 avril 1892 et se reconstitue comme suit:

Les sieurs Lucien Cellérier et Charles Bourrit, de Genève, y domiciliés, anciens associés, ont constitué, à Genève, sous la raison sociale: **L. Cellérier & C^e** une société en commandite qui a commencé le 20 avril 1892 et qui reprend l'actif et le passif de l'ancienne société. Le sieur Lucien Cellérier est seul associé indéfiniment responsable, et le sieur Charles Bourrit reste engagé pour une commandite de cinquante mille francs. Genre d'affaires: Agents de change. Bureaux: 10, Rue de la Corratierie. La maison donne procuration au sieur Louis-J. Getz de Genève, y domicilié.

26. avril. Suivant statuts datés de 1886 et révisés le 1^{er} février 1892, il a été fondé sous la dénomination de **Union Musicale Française** une société de celles qui sont régies par le titre 28 du C. O. Son siège est dans la ville de Genève. Elle a pour but de concourir au progrès de la musique, d'en grouper les amateurs et leur en faciliter l'étude. Peut être admise à en faire partie toute personne qui adhère aux statuts et qui sera acceptée par le comité. La société se compose de membres exécutants, membres honoraires et membres passifs. Les membres honoraires et passifs sont soumis à une cotisation annuelle de six francs. Les démissions volontaires devront être envoyées par écrit au comité. Les convocations aux assemblées générales se font par cartes postales ou circulaires adressées à chaque membre. En cas de dissolution de la société, les fonds restant en caisse, toutes dettes payées, seront versés à une société de Bienfaisance française, sur le préavis de la dernière assemblée générale convoquée à cet effet. Il n'est rien prévu dans les statuts en ce qui concerne la responsabilité des membres vis-à-vis des tiers. La société est administrée par un comité de dix membres élus pour un an et immédiatement rééligibles. Tout engagement contracté avec les tiers sera muni de la signature du président ou par celle de l'un des deux vice-présidents. Le président est M. Louis Convert, négociant, à Genève. Les deux vice-présidents sont MM. Jules Posth, à Genève, et Jean Vallet, à Grange-Canal.

26. avril. La raison **Henri Vallotton** à Genève, exploitation de l'agence de publicité «La Suisse» (F. o. s. du c. du 29 août 1891, page 725), est radiée ensuite de renonciation du titulaire et remise des affaires à la société «La Suisse, société anonyme de publicité», ci-après désignée.

26. avril. Suivant statuts sous seing-privé en date du 21 avril 1892, et signé de tous les actionnaires, il a été constitué une société anonyme qui a pour titre **La Suisse, Société anonyme de publicité**, et qui a son siège à Genève, avec faculté de créer des succursales à Lausanne, Neuchâtel, ou autres lieux désignés par le Conseil d'administration. La société est valablement constituée dès le jour de son inscription au registre du commerce. Sa durée est indéterminée. Elle a pour objet l'exploitation de l'agence de publicité «La Suisse» ainsi que d'édition: «L'Annuaire du canton de Neuchâtel», «Jura-Bernois», «L'Horlogerie suisse» et les journaux «Genève-Théâtre», «Lausanne-Théâtre», «Excelsior» de même que toutes entreprises analogues qu'elle pourra acquérir ou créer dans la suite. Le capital est fixé à Dix mille francs, divisé en cents actions de cent francs chacune, au porteur, toutes souscrites et entièrement libérées. La société est administrée par un conseil d'administration de trois membres au maximum, nommés pour un an et tous rééligibles. Elle est engagée par la signature de un ou plusieurs des membres du Conseil, délégués à cet effet. Les publications de la société seront faites dans la Feuille officielle suisse du commerce. Pour le premier exercice, le Conseil est réduit

Amtlicher Theil. — Partie officielle.

Handelsregister. — Registre du commerce. — Registro di commercio.

I. Hauptregister. — I. Registre principal — I. Registro principale

Kanton Bern — Canton de Berne — Cantone di Berna

Bureau Bern.

1892. 29. April. Die Kollektivgesellschaft unter der Firma **Vollenweider & C^e, Succ^{es} de E. Durussel** in Bern (S. H. A. B. 1888, pag. 795), löst sich auf 30. April 1892 auf.

Hermann Laue von Plagwitz-Leipzig, Paul Rössler von Berlin und Bendicht Marti von Kallnach, alle in Bern wohnhaft, bilden unter der Firma **Marti Rössler & Laue** in Bern eine Kollektivgesellschaft, welche mit dem 1. Mai 1892 beginnt. Zur Vertretung der Gesellschaft sind einzig befugt Hermann Laue und Paul Rössler. Die Firma «Marti Rössler & Laue» übernimmt Aktiven und Passiven der erloschenen Firma «Vollenweider & C^e, Succ^{es} de E. Durussel». Natur des Geschäftes: Gravir- und Präge-Anstalt. Monbijou Nr. 60.

Bureau de Courtelary.

28. avril. Le chef de la maison **Jules Etienne Mathy**, à Renan, est M. Jules-Etienne Mathy, originaire de Tramelan-dessous, demeurant à Renan. Genre de commerce: Fabrication d'horlogerie. Bureau: Renan.

29. avril. La raison **A. Nordmann**, fabrication d'horlogerie, à St-Imier (F. o. s. du c. du 10 février 1883, page 122), est radiée d'office ensuite de la faillite du titulaire.

29. avril. La raison **Veuve d'Albert Richard**, Café du Jura, à Tramelan-dessous (F. o. s. du c. du 9 février 1891, page 109), est radiée d'office ensuite de la faillite du titulaire.

29. avril. La raison **J. C. Comment**, chef d'atelier de monteurs de boîtes et aubergiste, à Sonvillier (F. o. s. du c. du 5 mars 1892, page 210), est radiée d'office ensuite de la faillite du titulaire.

29. avril. La raison **A. Etienne-Guyot**, fabrication d'horlogerie, à Renan (F. o. s. du c. du 14 février 1883, page 142), est radiée d'office ensuite de la faillite de la titulaire.

Kanton Zug — Canton de Zoug — Cantone di Zugo

1892. 27. April. Inhaber der Firma **L. Zumbach, Bäcker** in Unterägeri ist Leodegar Zumbach von Baar, in Unterägeri. Natur des Geschäftes: Wirthschaft zum Seefeld und Bäckerei.

Kanton Freiburg — Canton de Fribourg — Cantone di Friburgo

Bureau de Fribourg.

1892. 27. avril. Sous la raison **Ch. Durieu & C^e**, il est constitué entre les personnes suivantes, une société en commandite, dont le siège est à Fribourg, et qui a commencé le deux avril 1892: MM. Blanchet William, Bloch Albert, Couvrenu Edouard, Delapraz-Richard Jean, Durieu Charles, Durieu Henri, ingénieur, Klausfelder, Albert et Burkhardt frères, Nicollat Jean-Pierre, Plumhof Henri, Pilet William, Renaud Charles-Emile, Suter Jean, Serex Charles, tous domiciliés à Vevey, Blancpain Paul, Castella Félix Dr, Eggis Adolphe, Geissmann Nathan, Lorson Ernest, Vonderweid Joseph-Charles, à Fribourg, chacun pour une commandite de cinq cents francs; Nicod Henri, à La Tour près Vevey, pour une commandite de mille francs, et Mathey Edouard, à Vevey, pour une commandite de quinze cents francs. M. Charles Durieu, domicilié à Vevey, est associé indéfiniment responsable; il est chargé de la gérance de la société, et a seul la signature sociale. La société a pour but l'acquisition et l'exploitation du brevet suisse et du brevet français obtenus par M. Adolphe Eggis, à Fribourg, pour un «Multiplificateur automatique instantané».

29. avril. La raison **E. Kern, successeur de Jean Lateltin**, à Fribourg (F. o. s. du c. du 24 octobre 1889, n^o 169, page 812), est éteinte. En conséquence la procuration conférée à Fernand Kern n'a plus d'effet.

Elise Kern née Pontet et Georges Pontet, les deux de Fribourg, y domiciliés, ont constitué à Fribourg, sous la raison sociale **Kern & Pontet**, une société en nom collectif qui a commencé le 4 avril 1892. Cette société reprend l'actif et le passif de la maison E. Kern ci-dessus radiée et continue le même genre d'affaires. La maison Kern & Pontet donne procuration à Fernand Kern à Fribourg. Xavier Schorderet, assistant judiciaire d'Elise Kern, donne son consentement à la présente inscription.

Basel-Stadt — Bâle-ville — Basilea-Città

1892. 25. April. Die Firma **Missions-Handlungsgesellschaft** in Basel (S. H. A. B. Nr. 27 vom 27. Februar 1883, pag. 200) ertheilt Prokura an Carl Pfeleiderer von Waiblingen (Württemberg), wohnhaft in Basel.

26. April. Inhaberin der Firma **T. Kugler** in Basel ist Anna Katharina (Trinette) Kugler von und in Basel. Natur des Geschäftes: Kohlenhandlung. Geschäftslokal: Birsigstrasse 80.

à un membre, savoir: M. Jean-Joseph Compagnon, de Genève, y domicilié. Bureau: 4, Rue des Terreaux-du-Temple.

26 avril. Le chef de la maison **A. Gonella** à Genève, commencée en 1888, est Alexandre Gonella, de Lucca (Italie), domicilié à Genève. Genre d'affaires: Entreprise de vitrerie et stores. Magasin: 7, Rue du Cendrier.

27 avril. Suivant extrait de procès-verbal de la séance du 22 avril 1892 du conseil d'administration de la société anonyme **Société d'exploitation des Entrepôts de l'Etat de Genève**, à Genève (F. o. s. du c. d. 1^{er} janvier 1892, page 7), ledit conseil usant des pouvoirs qui lui sont réservés par les statuts, a nommé M. Edmond Darier de Genève, y domicilié, fondé de procuration de la société et exerçant les fonctions de sous-directeur.

27 avril. Le chef de la maison **A. Niklaus**, à Plainpalais, commencée le 1^{er} avril 1892, est Albert-Christian Niklaus de Ludwigsburg (Wurtemberg), domicilié à Plainpalais. Genre d'affaires: Boulangerie. Magasin: 7, Route de Carouge (ancien local «F. Braun»).

28 avril. Aux termes d'acte reçu par Me Fontana, notaire, à Genève, le 27 février 1892, il a été fondé sous la dénomination de **Société de Saint-Loup** une société régie par le titre 28 c. o., et ayant pour but de fournir aux habitants de la paroisse catholique-romaine de Versoix, soit aux habitants des

communes de Versoix, de Genthod, de Coppet, de Commugny, de Tannay et de Myes, professant et pratiquant la religion catholique apostolique et romaine en communion avec le Pape, un lieu de réunion pour l'exercice de leur culte et un presbytère pour le logement de leurs prêtres. Cette société est formée pour une durée indéterminée à partir du 1^{er} février 1892. Son siège sera à Versoix. Le fonds social comprend un immeuble sis à Versoix, dont il a été fait apport à la société, à charge de payer certaines dettes, et qui comprend une parcelle sur laquelle existent trois bâtiments à destination d'habitation, de chapelle et de hangar. La société pourvoira à ses besoins au moyen: 1^o des cotisations annuelles que l'assemblée générale pourra imposer à ses membres; 2^o des redevances qui pourront être exigées des personnes utilisant les locaux de la société; 3^o des dons et legs que la société pourra recevoir. Les dettes de la société seront uniquement garanties par l'actif social, les sociétaires étant exonérés de toute responsabilité personnelle quant aux engagements de la société. La société peut en tout temps recevoir de nouveaux membres. Pour obtenir d'en faire partie, il faut: 1^o être agréé par le comité; 2^o être accepté par l'assemblée générale; 3^o payer un droit d'entrée dont le montant sera fixé par l'assemblée générale; 4^o professer la religion catholique romaine. L'assemblée générale peut dispenser du paiement du droit d'entrée. L'on cesse de faire partie de la société par démission ou par une exclusion régulièrement prononcée.

Ergebnisse der 36 schweizerischen Emissionsbanken im Jahre 1891.

Zusammengestellt vom Inspektorat der schweizerischen Emissionsbanken.

Ordnungsnummer N ^o d'ordre	Firma Raison sociale	Eigene Gelder Ende 1890 Fonds propres fin 1890				Gewinn- berechtigtes Kapital im Jahre 1891	Bruttogewinn Produit brut	%	Verwendung des Bruttogewinnes — Répartition										
		Aktien- und Dotations- Kapital Capital actions et dotations	Reserven Réserves	Gewinn- Saldo Soldes du bénéfice à nouveau	Verwaltungs- kosten Frais d'adminis- tration				%	Steuern Impôts	%	Verluste und Ab- schreibungen Pertes et amortisse- ments	%						
1	St. Gallische Kantonalbank, St. Gallen .	6,000,000	1,260,752	95	10,754	58	6,000,000	691,711	60	11,320	108,657	16	1,811	68,738	65	1,146	84,848	13	1,414
2	Basellandschaftl. Kantonalbank, Liestal .	3,000,000	914,101	35	720	30	3,000,000	267,580	24	8,919	56,267	41	1,876	1,500	—	0,050	8,885	15	0,395
3	Kantonalbank von Bern, Bern	10,000,000	263,723	80	—	—	10,000,000	1,061,301	19	10,813	256,793	68	2,838	102,432	01	1,024	177,971	67	1,730
4	Banca cantonale ticinese, Bellinzona . .	2,000,000	20,000	—	30,009	67	2,000,000	211,798	—	10,530	99,291	45	4,361	18,175	32	0,909	83,180	20	4,150
5	Bank in St. Gallen, St. Gallen	4,500,000	900,000	—	6,594	17	5,065,000	436,887	30	8,623	71,102	81	1,404	71,896	94	1,413	5,111	—	0,101
6	Crédit agr. et ind. de la Broye, Estavayer	700,000	125,500	—	11,554	39	700,000	84,528	32	12,075	25,503	79	3,845	8,487	21	1,212	6,441	02	0,370
7	Thurgauische Kantonalbank, Weinfelden	3,000,000	740,000	—	11,033	69	3,000,000	283,747	52	9,458	49,486	70	1,650	11,931	35	0,298	79,422	85	2,647
8	Aargauische Bank, Aarau	6,000,000	600,000	—	53,108	20	6,000,000	650,567	36	10,842	110,820	85	1,847	37,755	75	0,020	201,163	50	3,358
9	Toggenburger Bank, Lichtensteig	3,000,000	768,756	21	12,582	20	3,000,000	468,948	22	15,632	122,606	37	4,087	28,517	08	0,950	103,575	28	3,458
10	Banca della Svizzera italiana, Lugano . .	1,000,000	830,000	—	3,660	63	1,000,000	299,413	89	29,941	77,012	28	7,701	32,168	95	3,217	138,979	39	13,808
11	Thurg. Hypothekenbank, Frauenfeld . . .	3,000,000	950,000	—	16,451	60	3,769,230	376,626	10	9,302	82,353	90	2,188	13,321	90	0,353	11,451	45	0,204
12	Graubündner Kantonalbank, Chur	2,000,000	1,134,097	90	—	—	2,000,000	402,793	64	20,140	80,375	50	4,019	26,552	75	1,328	55,506	49	2,775
13	Kantonal Spar- & Leihkasse, Luzern . . .	1,000,000	984,977	—	—	—	1,583,333	471,488	88	29,778	77,205	05	4,876	14,000	—	0,364	205,355	29	12,070
14	Banque du Commerce, Genève	10,000,000	505,000	—	10,608	30	11,704,109	827,563	40	7,071	237,232	85	2,007	89,826	85	0,768	—	—	—
15	Appenzel A./Rh. Kantonalbank, Herisau .	2,000,000	218,329	02	—	—	2,000,000	221,018	65	11,051	44,725	45	2,236	3,000	—	0,150	95,043	20	4,232
16	Bank in Zürich, Zürich	10,000,000	650,000	—	5,184	21	10,000,000	827,685	07	8,277	105,542	03	1,056	128,634	—	1,280	178,910	—	1,789
17	Bank in Basel, Basel	12,000,000	1,000,000	—	14,215	23	12,000,000	974,077	54	8,117	156,932	50	1,308	119,486	30	0,905	58,420	35	0,487
18	Bank in Luzern, Luzern	4,000,000	250,000	—	11,633	96	4,000,000	417,514	23	10,488	77,527	16	1,038	34,025	45	0,351	90,205	85	2,254
19	Banque de Genève, Genève	2,500,000	493,026	55	4,676	—	2,500,000	305,288	95	12,311	66,108	45	2,644	23,739	40	0,360	25,912	30	1,038
20	Crédit Gruyérien, Bulle	500,000	256,475	02	8,085	70	500,000	56,758	06	11,362	16,462	67	3,281	3,086	34	0,017	5,225	15	1,045
21	Zürcher Kantonalbank, Zürich	12,000,000	4,515,142	50	109,869	83	12,000,000	1,722,117	79	14,351	442,219	33	3,085	142,321	15	1,186	894,513	71	7,454
22	Bank in Schaffhausen, Schaffhausen . . .	2,500,000	402,944	75	2,104	39	2,500,000	277,775	75	11,111	57,475	24	2,939	27,552	42	1,102	187,585	32	7,508
23	Banque cantonale fribourgeoise, Fribourg	2,400,000	230,000	—	2,274	87	2,400,000	230,888	62	9,629	42,747	27	1,781	14,453	11	0,005	55,418	94	2,309
24	Caisse d'amort. de la dette publ., Fribourg	750,000	233,565	70	—	—	750,000	203,995	24	27,199	45,101	18	6,012	12,030	88	1,804	105,330	55	14,044
25	Banque cantonale vaudoise, Lausanne . .	12,000,000	3,210,250	—	8,107	85	12,000,000	1,533,594	06	12,760	326,906	50	2,724	101,891	93	0,849	272,290	96	2,309
26	Ersparniskasse des Kantons Uri, Altdorf .	500,000	201,543	—	—	—	500,000	72,177	50	14,326	11,701	28	2,340	1,333	60	0,267	15,164	90	3,033
27	Kant. Spar- & Leihkasse von Nidw., Stans	500,000	21,914	47	—	—	500,000	48,908	41	9,781	8,740	35	1,748	576	15	0,115	3,685	—	0,737
28	Banque populaire de la Gruyère, Bulle . .	500,000	123,000	—	2,992	39	500,000	52,509	46	10,502	15,900	72	3,180	2,220	69	0,444	2,919	35	0,584
29	Banque cantonale neuchâtoise, Neuchâtel	4,000,000	9,000	—	86	21	4,000,000	346,219	06	8,856	91,385	92	2,385	21,000	—	0,385	48,074	25	1,502
30	Banque commerciale neuchâtoise, Neuchâtel	4,000,000	1,207,535	—	—	—	4,000,000	272,936	61	6,813	61,188	32	1,350	23,207	70	0,360	123,549	05	3,089
31	Schaffhauser Kantonalbank, Schaffhausen	1,000,000	148,135	68	—	—	1,000,000	123,372	12	12,337	34,466	59	3,447	8,993	35	0,899	3,228	72	0,528
32	Glarner Kantonalbank, Glarus	1,000,000	500,000	—	—	—	1,000,000	173,124	08	17,312	41,484	05	4,145	10,527	—	1,053	40,751	—	4,075
33	Solothurner Kantonalbank, Solothurn . . .	5,000,000	381,698	04	17,710	17	5,000,000	513,764	16	10,375	112,253	09	2,245	28,000	—	0,560	139,062	50	2,751
34	Obwaldner Kantonalbank, Sarnen	500,000	92,166	44	—	—	500,000	66,052	02	13,210	8,804	91	1,781	850	—	0,170	17,400	—	3,480
35	Kantonalbank Schwyz, Schwyz	1,000,000	4,000	—	—	—	1,000,000	107,734	65	10,773	38,410	75	3,841	1,509	60	0,151	17,814	30	1,751
36	Credito ticinese, Locarno	—	—	—	330	74	1,500,000	150,568	97	10,688	67,021	90	4,468	7,946	15	0,820	15,662	86	1,044
37	1890 { 35 Banken 35 Banques	133,850,000	24,145,935	38	354,349	28	138,971,672	15,233,036	66	10,961	3,327,755	46	2,320	1,241,689	98	0,908	3,558,059	68	2,560
		—	—	—	—	—	127,408,333	14,946,238	67	11,781	3,105,926	54	2,488	1,086,867	10	0,858	1,675,528	84	1,315

Bemerkungen.

Allgemeine Bemerkung. Die nach Rechnungsschluss ausgerichteten Tantiemen sind in den „Verwaltungskosten“ inbegriffen.

¹⁾ Inbegriffen der Kapital-Amortisations-Konto im Betrage von Fr. 290,900. 20.

²⁾ Der ganze Gewinn-Saldo von 1890 im Betrage von Fr. 528,189. 57 ist im Laufe des Jahres 1891 durch Beschluss des Regierungsrathes vertheilt worden, wie folgt: a. Fr. 51,300 an den Reservefonds, welcher dadurch auf Fr. 263,723. 80 gebracht wird und b. Fr. 476,889. 57 Auszahlung an den Staat Bern.

³⁾ Gewinn-Saldo-Vortrag vom 31. Dezember 1890, obwohl die Credito Ticinese erst seit 1. Juli 1891 Emissionsbank ist.

⁴⁾ Jahresdurchschnitt des eingezahlten Kapitals.

⁵⁾ Inbegriffen die reglementarische, dem Reingewinn entnommene Abschreibung von Fr. 30,000 auf dem Bankgebäude.

⁶⁾ Inbegriffen Fr. 50,000 Uebertrag auf „Reserve für unthätigliche Verluste“; Genehmigung durch den Grossen Rath vorbehalten.

⁷⁾ Die Verwendung des ausgewiesenen Reingewinnes, abzüglich der Verzinsung des Reservefonds, steht dem Regierungsrathe zu, welcher darüber im Laufe des Jahres bestimmt. Der ganze verfügbare Rest von Fr. 513,554. 93 ist daher als unvertheilter Reingewinn auf neue Rechnung vorgetragen worden.

⁸⁾ Dem Reservefonds zugewiesenes Agio auf der Emission der neuen Aktien.

⁹⁾ Dem Reservefonds zugewiesene verfallene Dividenden-Coupons.

¹⁰⁾ Gewinn-Saldo-Vortrag; Genehmigung durch den Grossen Rath vorbehalten.

Bern, April 1892.

La qualité de sociétaire se perd par la mort. En conséquence les héritiers d'un sociétaire décédé, n'ont aucun droit quelconque à prétendre dans la société. La société est administrée par un comité de trois membres au moins et de cinq membres au plus, élus par l'assemblée générale pour le terme de cinq ans et indéfiniment rééligibles. Pour les actes à passer et les signatures à donner, le comité est valablement représenté par la majorité de ses membres, ou par un de ses membres spécialement délégué et porteur d'un extrait de registre en bonne forme. Les publications pouvant intéresser les tiers sont faites par voies d'insertion dans la Feuille d'avis officielle du canton de Genève. En cas de dissolution, l'actif social ne sera pas réparti entre les associés, mais il sera remis à tel établissement ou institution catholique romaine de Genève ou de la Suisse que l'assemblée générale décidera. A défaut d'établissement de cette nature à qui remettre l'actif, l'assemblée générale en ordonnera l'emploi en telles autres bonnes œuvres qu'elle jugera à propos. Pour la première période triennale, le comité est composé aux termes des statuts de MM. Lany, Marc-Jean, domicilié à Genève, président; Battiaz, Jean-Emile, secrétaire-trésorier et Puget, Joseph, soit Jean-Baptiste, ces deux derniers domiciliés à Versoix.

28 avril. Le chef de la maison **Alphonse Burkhardt** à St-Jean (Petit-Saonnex), commencée le 1^{er} décembre 1891, est Burkhardt, Alphonse, de

Hærkingen (Soleure), domicilié à St-Jean. Genre d'affaires: Exploitation de la Brasserie de St-Jean.

II. Besonderes Register — II. Registre spécial — II. Registro speciale

Streichungen: — Radiations: — Cancellazioni:

Kanton Zürich — Canton de Zurich — Cantone di Zurigo

1892. 28. April. I. In Folge Wegzuges werden gestrichen:

Kaspar Isler in Unterstrass	S. H. A. B. vom	12. Februar 1883	pag. 135
Joachim Seiterle in Aussersihl	1. Mai	»	» 508
Johannes Wismer in Unterstrass	27. Oktober	»	» 948
Albert Neidhardt in Pfäffikon	15. August	1885	» 540
Heinrich Huber in Wipkingen	16. Oktober	1886	» 671
Joseph Bochsler in Seebach	19. Januar	1887	» 38
Heinrich Baltensperger in Töss	2. März	1888	» 211

II. In Folge Hinschiedes sind gelöscht worden:

Kaspar Schwarz in Altstetten	28. März	1883	» 339
Friedrich Reist in Wipkingen	13. Novbr.	1886	» 722

Rendement des 36 banques d'émission suisses pour l'exercice 1891.

Tableau dressé par l'Inspectorat des banques d'émission.

du produit brut		Verwendung des Reingewinnes Répartition du produit net								Andere Zuweisungen an die Reserven		Eigene Gelder Ende 1891 Fonds propres fin 1891				Ordnungsnummer Numéro d'ordre
Reingewinn Produit net	%	Dividende Dividende	%	Reserven Réserves	%	Gewinnzwecke Oeuvres de bienfaisance	%	Mutation des Gewinn-Saldo Mutation du solde de bénéfice à nouveau	%	Autres dotations aux réserves	Aktien- und Dotations- Kapital Capital actions et dotations	Reserven Réserves	Gewinn- Saldo Solde du bénéfice à nouveau			
429,467 66	7,158	315,000	5,250	120,150 45	2,002	—	—	÷ 5,682 79	÷ 0,094	—	6,000,000	1,380,908 40	5,071 79	1		
200,927 68	6,007	137,250	4,375	58,278 78	1,942	5,500	0,182	÷ 101 10	÷ 0,003	—	3,000,000	972,380 13	619 20	2		
524,103 83	5,241	—	—	10,548 90	0,108	—	—	513,554 93	5,158	—	10,000,000	274,272 70	513,554 93	3		
11,151 03	0,558	40,000	2,000	—	—	—	—	÷ 28,848 97	÷ 1,442	—	2,000,000	20,000	1,160 70	4		
288,776 55	5,701	288,000	5,688	—	—	—	—	776 55	0,015	*) 900,000	6,750,000	1,800,000	7,370 72	5		
44,096 30	6,200	42,000	6,000	2,500	0,257	100	0,014	÷ 503 70	÷ 0,071	—	700,000	128,000	11,050 69	6		
142,906 62	4,708	140,500	4,683	—	—	5,000	0,167	÷ 2,593 38	÷ 0,087	—	3,000,000	740,000	10) 8,440 31	7		
300,827 26	5,014	321,000	5,350	—	—	—	—	÷ 20,172 74	÷ 0,336	—	6,000,000	600,000	32,935 46	8		
214,249 49	7,142	195,000	6,560	27,108 06	0,904	200	0,007	÷ 8,058 57	÷ 0,269	—	3,000,000	795,864 27	4,523 63	9		
51,253 27	5,125	70,000	7,000	÷ 20,000	÷ 2,000	—	—	1,253 27	0,125	—	1,000,000	810,000	4,913 90	10		
269,498 85	7,150	245,000	6,500	16,500	0,438	—	—	7,998 85	0,212	*) 413,500	5,000,000	1,380,000	24,450 45	11		
240,363 90	12,018	170,000	8,500	70,363 90	3,518	—	—	—	—	—	2,000,000	1,204,461 80	—	12		
174,928 54	11,048	159,905 54	10,099	15,023	0,949	—	—	—	—	—	2,000,000	1,000,000	—	13		
500,503 70	4,276	504,000	4,206	—	—	—	—	÷ 3,496 30	÷ 0,090	—	12,000,000	505,000	7,112	14		
78,250	3,213	78,250	3,213	—	—	—	—	—	—	—	2,000,000	218,329 02	—	15		
414,599 04	4,113	400,000	4,000	—	—	—	—	14,599 04	0,148	—	10,000,000	650,000	19,783 25	16		
639,238 39	5,327	640,000	5,323	—	—	—	—	÷ 761 61	÷ 0,006	—	12,000,000	1,000,000	13,453 62	17		
215,755 77	5,394	200,000	5,000	20,000	0,300	—	—	÷ 4,244 23	÷ 0,108	—	4,000,000	270,000	7,389 78	18		
189,528 80	7,381	180,000	6,000	37,169 45	1,487	—	—	2,359 35	0,094	—	2,500,000	530,196	7,035 35	19		
32,043 90	6,409	30,000	6,000	6,270	1,354	105	0,021	÷ 4,331 10	÷ 0,308	—	500,000	262,745 02	3,754 60	20		
243,063 60	2,026	471,856 50	3,982	÷ 183,143 50	÷ 1,826	—	—	÷ 45,649 40	÷ 0,380	—	12,000,000	4,331,999	64,220 43	21		
5,162 77	0,207	—	—	—	—	—	—	5,162 77	0,207	*) 279	2,500,000	403,223 75	7,267 16	22		
118,264 30	4,328	120,000	5,000	—	—	—	—	÷ 1,735 70	÷ 0,072	—	2,400,000	230,000	539 17	23		
41,532 63	5,388	24,476 18	3,364	17,056 45	2,374	—	—	—	—	—	750,000	250,622 15	—	24		
832,504 67	6,333	768,000	6,400	66,000	0,350	—	—	÷ 1,495 33	÷ 0,012	—	12,000,000	3,276,250	6,612 52	25		
43,977 72	8,796	38,608 72	7,722	5,369	1,074	—	—	—	—	—	500,000	206,912	—	26		
35,906 91	7,181	29,203 45	5,841	6,703 46	1,840	—	—	—	—	—	500,000	28,617 93	—	27		
31,468 70	6,294	30,000	6,000	4,000	0,300	—	—	÷ 2,531 30	÷ 0,506	—	500,000	127,000	461 09	28		
185,758 89	4,624	175,350	4,384	10,000	0,280	—	—	408 89	0,010	—	4,000,000	19,000	495 10	29		
64,991 54	1,644	72,000	1,800	÷ 7,535	÷ 0,189	—	—	526 54	0,013	—	4,000,000	1,200,000	526 54	30		
76,683 46	7,608	55,373 03	5,537	21,310 43	2,131	—	—	—	—	—	1,000,000	169,746 11	—	31		
80,362 03	8,036	80,362 03	8,036	—	—	—	—	—	—	—	1,000,000	500,000	—	32		
234,448 57	4,689	216,344 25	4,827	33,157 37	0,608	—	—	÷ 15,053 05	÷ 0,301	—	5,000,000	414,855 41	2,657 12	33		
38,997 11	7,799	30,748 55	6,150	8,248 56	1,049	—	—	—	—	—	500,000	100,415	—	34		
50,000	5,000	40,000	4,000	10,000	1,000	—	—	—	—	—	1,000,000	14,000	—	35		
59,938 06	3,990	60,000	4,000	—	—	—	—	÷ 61 94	÷ 0,004	—	1,500,000	—	268 80	36		
7,105,531 54	5,113	6,338,228 25	4,561	355,079 31	0,356	10,905	0,007	401,318 98	0,299	1,313,779	142,600,000	25,814,793 69	755,668 26	37		
9,077,916 19	7,135	7,542,409 58	5,920	984,703 84	0,772	2,568	0,002	548,234 27	0,430	374,642 79	—	—	—			

Observations.

Observation générale. Les tantièmes alloués après la clôture des comptes sont compris dans les „Frais d'administration“.

1) Y compris le compte d'amortissement du capital de fr. 290,000. 20.

2) Le total du bénéfice net de 1890 de fr. 528,189. 57 a été réparti comme suit dans le courant de l'année 1891, suivant décision du conseil d'état:

a. fr. 51,300 au fonds de réserve, qui est ainsi élevé à fr. 263,723. 80 et b. fr. 476,889. 57 versément à l'état de Bern.

3) Solde du bénéfice reporté à nouveau du 31 décembre 1890, bien que le Credito Ticinese n'est banque d'émission que depuis le 1 juillet 1891.

4) Moyenne annuelle du capital versé.

5) Y compris l'amortissement réglementaire de fr. 30,000 pris sur le bénéfice net pour compte du bâtiment de la banque.

6) Y compris fr. 50,000. Allocation à la „réserve pour pertes probables“: sauf ratification du grand conseil.

7) Le bénéfice net, moins les intérêts du fonds de réserve, est mis à la disposition du conseil d'état, qui en fait la répartition dans le courant de l'année.

Le reste disponible de fr. 513,554. 93 est par conséquent reporté à nouveau comme bénéfice non réparti.

8) Allocation au fonds de réserve de l'agio sur l'émission de nouvelles actions.

9) Allocations au fonds de réserve du montant de coupons de dividende périmés.

10) Solde du bénéfice reporté à nouveau sauf ratifications du grand conseil.

Berne, avril 1892.

Summarische Uebersicht über die Wochensituationen der schweiz. Emissionsbanken.

Résumé des situations hebdomadaires des banques d'émission suisses.

(Zahlen in Tausenden Franken verstanden. - Chiffres en milliers de francs.)

	Effektive Zirkulation Circulation eff.	Totaler Baarvorrath Encaisse totale	Ungedeckte Zirkulation Circul. non couv.	Verfügb. Baarschaft Encaisse dispon.
1891.				
Durchschnitt - Moyenne	148,642	84,892	63,750	19,497
Maximum	166,952	92,156	78,809	22,758
Minimum	137,971	80,026	51,778	15,473
1892.				
I. Quartal - 1^{er} trimestre.				
Durchschnitt - Moyenne	149,267	90,137	59,130	24,181
Maximum	168,531	92,297	77,832	26,936
Minimum	141,418	88,309	51,415	18,499
II. Quartal - 2^{ème} trimestre.				
2. April - 2 ^{ème} avril	148,428	87,183	61,245	22,459
9. April - 9 ^{ème} avril	145,654	86,770	58,885	23,721
16. April - 16 ^{ème} avril	143,622	86,622	57,000	23,195
23. April - 23 ^{ème} avril	145,959	86,706	59,253	23,519
30. April - 30 ^{ème} avril	154,591	86,815	67,777	20,663

Zentralstelle der Konkordatsbanken - Bureau central des banques concordataires.

Verkehr mit den Konkordatsbanken

Mouvement avec les banques concordataires im April 1892 - en avril 1892.

1. Uebertragungen von Konto auf Konto Virements de compte à compte	Fr. 724,193. 80
2. Kassa-Bewegung - Mouvement de caisse:	
Eingang - Entrée	Fr. 363,000. —
Ausgang - Sortie	„ 1,163,000. —
Total	Fr. 2,250,193. 80

Nichtamtlicher Theil. - Partie non officielle.

Handelsregister.

(Auszug aus dem Bericht des eidg. Justiz- und Polizeidepartements über seine Geschäftsführung im Jahre 1891.)

(Fortsetzung.)

Laut einer Mittheilung im Geschäftsberichte des Handels- und Landwirtschaftsdepartementes über das Jahr 1887 waren die Vorarbeiten zu einem Handbuch für die schweizerischen Handelsregisterführer, welches namentlich von sämtlichen Registerführern längst als dringendes Bedürfniss empfunden war, damals so weit gediehen, dass die Fertigstellung des Manuskripts für den Anfang des Jahres 1888 erwartet wurde. Das Manuskript war zur angegebenen Zeit in der That druckfertig. Allein das damals im Wurf liegende Bundesgesetz über Schuldbeitreibung und Konkurs und die beabsichtigte Abänderung der Bestimmungen des Obligationenrechtes über das Handelsregister liessen die Drucklegung unthunlich erscheinen. Die Novelle vom 11. Dezember 1888 machte die längst geplante Revision der Verordnung über Handelsregister und Handelsamtsblatt notwendig, und diese Revision wiederum, nachdem sie am 6. Mai 1890 Thatsache geworden, musste nebst den inzwischen gefassten Beschlüssen und gefällten Entscheiden im Handbuche Berücksichtigung finden. Dies machte eine theilweise Umarbeitung des letzteren notwendig. In Folge dessen wurde das Manuskript erst zu Anfang des Berichtsjahres druckfertig. Im Dezember 1891 konnte die deutsche Auflage in den Buchhandel gebracht werden, durch welche der stattliche, 43 Druckbogen in Gross-Oktav starke Band zum Preise von Fr. 8 bezogen werden kann.

Das Werk ist von Herrn Grundbuchverwalter Dr. L. Siegmund, Handelsregisterführer, in Basel, verfasst. Es enthält sämtliches bisher aller Orten in Gesetzen, Verordnungen, Kreisschreiben, Rekursentscheiden etc. verstreute Material systematisch zu einem Ganzen geordnet mit übersichtlichem systematischem Inhaltsverzeichnis und alphabetischem Sachregister. Als Anfang ist ihm eine reiche Sammlung von Beispielen für Anmeldungen und Eintragungen in das Handelsregister und für die Führung der auf dasselbe bezüglichen Bücher beigegeben. Es ist daher nicht nur ein absolut unentbehrliches Hilfsmittel für die Handelsregister-Behörden, sondern wird auch dem Anwalts- und Notariatsstande, sowie den Handels- und Gewerbetreibenden direkt wesentliche Dienste leisten.

Die Uebersetzung in's Französische besorgt Herr Dr. Henri Le Fort, Advokat in Genf. Ein Theil derselben ist bereits gedruckt, so dass die französische Auflage im Laufe des Jahres 1892 zur Ausgabe gelangen kann.

Rekurse wurden im Berichtsjahre 12 anhängig gemacht. Von denselben entfallen 5 auf den Kanton Schwyz, je 2 auf die Kantone Zürich und Luzern und je einer auf Baselland, Bern und die Waadt.

Ein Rekurs wurde vor der Entscheidung zurückgezogen; 4 andere, welche erst im Dezember eingereicht wurden, konnten im Berichtsjahre nicht mehr erledigt werden.

Von den übrigen 7 Rekursen wurde auf 1 wegen Inkompetenz nicht eingetreten, die andern 6 mussten als unbegründet abgewiesen werden.

Ueber verschiedene dieser Rekurse, welche von prinzipieller Bedeutung sind, wurde im Schweiz. Handelsamtsblatte bereits referirt (z. B. «Stettler und von Fischer», S. H. A. B. Nr. 82 vom 9. April 1891, pag. 340; «Frohsinn von Lausanne», S. H. A. B. Nr. 102 vom 29. April 1891, pag. 419 und 420; Rekurs «Walz», S. H. A. B. Nr. 244 vom 26. Dezember 1891, pag. 990).

Von weiterem Interesse ist folgender Fall:

Laut Auskündungen in öffentlichen Blättern (z. B. Luzerner Tagblatt Nr. 106 vom 6. Mai 1891) bestand in Luzern eine Gesellschaft unter der Firma «A. Wüest-Zeiger & Cie.», welche sich zur Besorgung von Advokaturgeschäften und einer Reihe von Kommissions-, Agenturgeschäften und dergleichen, wie Vermittlung von Käufen über Liegenschaften, von Güten, Aktien und anderen Werthpapieren, empfahl. Als Antheilhaber dieser Gesellschaft war nur Herr Andreas Wüest-Zeiger, Kommissionsär, Theaterstrasse Nr. 14, I, in Luzern, bekannt. Der oder die übrigen Antheilhaber (nach Angabe des Herrn Wüest handelte es sich um eine Kommanditgesellschaft) konnten nicht in Erfahrung gebracht werden. Auf Verlangen des Herrn Fürsprech Dr. Franz Bucher in Luzern forderte der Handelsregisterführer von Luzern am 18. Juli 1891 die genannte Firma im Sinne des Art. 864, Abs. 2, O. und Art. 26, Abs. 1, der Verordnung über Handelsregister und Handelsamtsblatt auf, sich in das Handelsregister eintragen zu lassen. Die Pflicht zur Eintragung wurde von der aufgeforderten Firma prinzipiell nicht bestritten. Dagegen konnte

letztere nie dazu gebracht werden, die zur Eintragung nöthigen Schritte zu thun oder die Namen der Gesellschafter bekannt zu geben. Da auch eine letzte Aufforderung, welche der Registerführer am 4. August erliess, ohne Erfolg blieb, so überwies derselbe die Angelegenheit der Handelskammer des Kantons Luzern zur Abhandlung. Letztere entschied unterm 7. August:

1) Die Kommanditgesellschaft unter der Firma «A. Wüest-Zeiger & Cie.» in Luzern sei verfallen, sich in das Handelsregister einzutragen.

2) Sollte diesem Entscheide binnen fünf Tagen, von der Zustellung an gerechnet, nicht nachgelebt oder die Kommanditäre und deren Einlagen dem Handelsregisterführer nicht zur Kenntniss gebracht werden, so ist der bekannte Gesellschafter Andreas Wüest-Zeiger in eine erstmalige Ordnungsbusse von Fr. 20 verurtheilt.

3) Mittheilung etc.

Gegen diesen Entscheid ergriff Andreas Wüest-Zeiger Namens obiger Firma den Rekurs an den Bundesrath. Er bestritt in erster Linie die Aktivlegitimation des Herrn Dr. Franz Bucher, ferner dass ein eintragungspflichtiges Gewerbe vorliege; er behauptete auch, dass der Zeitpunkt des Inkrafttretens der Gesellschaft noch unbestimmt sei und dass die Eintragung deshalb und auch aus dem weiteren Grunde noch nicht stattfinden könne, weil zwischen dem Obergerichte des Kantons Luzern und der Firma Differenzen darüber walten, ob es letzterer erlaubt sei, sich zur Besorgung von Advokaturgeschäften zu empfehlen. Der Rekurrent ersuchte deshalb um Aufhebung des rekurrirten Entscheides und um Verlängerung der für die Eintragung gesetzten Frist bis zum 15. Oktober 1891.

Dieser Rekurs wurde am 8. September als unbegründet abgewiesen. Die Erwägungen waren folgende:

1) Rekurrent anerkennt selbst, dass er der unbeschränkt haftbare Antheilhaber einer Gesellschaft sei, welche nach Aussein unter der Firma «A. Wüest-Zeiger & Cie.» auftritt. Gemäss Art. 590 und 552, Abs. 1, O. R. ist diese Gesellschaft verpflichtet, sich in das Handelsregister eintragen zu lassen, wenn sie ein Handels-, Fabrikations- oder anderes nach kaufmännischer Art geführtes Gewerbe betreibt. (Art. 865, Abs. 4, O. R.) Gemäss Art. 13 der Verordnung über Handelsregister und Handelsamtsblatt, vom 6. Mai 1890, sind unter Anderem als Gewerbe zu betrachten, deren Betrieb gemäss O. 865, Abs. 4, ohne Weiteres die Eintragungspflicht begründet (Ziff. 1, lit. b und c):

«Die gewerbmässige Vermittlung von Kauf und Verkauf irgend welcher Art mit dem Zwecke, durch dieselbe einen Gewinn (Provision, Courtage, Kommission u. s. w.) zu erzielen, und unter Haltung eines ständigen Bureau. (Agenten, Makler, Courtiers, Kommissionäre u. s. w.)»

«Die gewerbmässige Betreibung oder Vermittlung von Geld-, Wechsel-, Effekten- oder Börsengeschäften irgend welcher Art unter Haltung eines ständigen Bureau. (Banken, Wechselstuben, Inkassogeschäfte; die Gewerbe der Agenten, Sensale, Courtiers und derjenigen Rechtsagenten, Notare und Advokaten, die nicht ausschliesslich mit juristischen Geschäften im engem Sinne sich befassen oder Beamte sind.)»

Da nun die rekurrirnde Firma laut öffentlicher Auskündigung unter Anderem Kommissionen, Vermittlung von Liegenschaften, Häusern, Güten, Aktien und Werthpapieren besorgt, so erscheint sie als eine Gesellschaft, die zur Eintragung in das Handelsregister verpflichtet ist.

2) Der Umstand, dass zur Zeit der ganze Umfang, der dem Geschäft gegeben werden soll, noch nicht feststeht, ist irrelevant, da schon der Betrieb derjenigen Geschäfte, zu welchen die Rekurrenten unzweifelhaft berechtigt sind und für welche sie sich empfehlen haben, die Eintragungspflicht begründet. Ob die Gesellschaft nebenbei noch Advokaturgeschäfte betreibt oder nicht, und ob sie dies jetzt schon oder erst in einigen Wochen thut, ist ganz ohne Einfluss auf die Pflicht zur Eintragung in das Handelsregister. Die Behauptung, der Zeitpunkt des Beginnes der Gesellschaft sei noch nicht festzustellen, steht im Widerspruch mit der Thatsache, dass der Geschäftsbetrieb unter gemeinsamer Firma bereits begonnen hat. Es liegt daher kein Grund vor, den Rekurrenten die zur Eintragung angesetzte Frist zu verlängern.

3) Was die Aktivlegitimation des Herrn Dr. Bucher zur Stellung des Eintragsbegehrens betrifft, so bedarf es hierzu auf Seite des Imploranten nicht eines persönlichen vermögensrechtlichen Interesses daran, dass die Firma «A. Wüest-Zeiger & Cie.» in das Handelsregister eingetragen werde. Die Gründe, welche Art. 26, Abs. 1, der Verordnung vom 6. Mai 1890 für die Stellung eines solchen Begehrens verlangt, beziehen sich lediglich auf die Person des Einzutragenden, bezw. auf das von demselben betriebene Gewerbe. Der Registerführer muss sogar von Amteswegen einschreiten, ohne dass er von dritter Stelle dazu aufgefordert wird, so bald ihm auf irgend eine Weise zur Kenntniss kommt, dass ein zur Eintragung Verpflichteter dieser Pflicht nicht nachkommt.

Auch auf den Rekurs des Konstantin Walz, Schreiner und Sargfabrikant, in Luzern, darf noch einmal zurückgekommen werden. Derselbe ist nämlich insofern von Bedeutung, als derselbe Gelegenheit bot, zu konstatiren, dass in Angelegenheiten des Handelsregisters ein Rekurs an die Bundesversammlung unzulässig ist, vielmehr dem Bundesrathe der endgültige Entscheid zusteht.

Es ist dies schon in Art. 893 des Bundesgesetzes über das Obligationenrecht vom 14. Brachmonat 1881, sowie des Näheren durch die Novelle zu diesem Gesetze vom 11. Dezember 1888 begründet.

In Folge dessen haben wir in Art. 3 der Verordnung über Handelsregister und Handelsamtsblatt vom 6. Mai 1890 ausdrücklich festgesetzt:

«Der Bundesrath übt die Oberaufsicht über die Führung des Handelsregisters aus und entscheidet endgültig über Beschwerden gegen Verfügungen der kantonalen Aufsichtsbehörden.»

Die Bundesversammlung hat die Richtigkeit dieses Satzes bestätigt und den Rekurs des genannten Walz am 17. (Ständerath) und am 19. Dezember (Nationalrath) 1891 durch Nichttreten erledigt. (Schluss folgt.)

Zollwesen. - Douanes.

Chocolat. Un projet de loi, d'initiative parlementaire, portant la signature de trente-sept députés, vient d'être distribué à la chambre roumaine, demandant l'élévation du droit d'entrée pour le chocolat et ses subrogés de 16 cts. à fr. 1.50 le kg, s'étendant de la ruine qui menace une fabrique de chocolat qu'un pharmacien a établie à Bucharest, il y a un an, et démontrant que sur cet article le droit d'entrée est de fr. 1.50 en Autriche-Hongrie et en France, de fr. 3.50 en Russie et d'un franc en Allemagne.

Il est possible que ce projet devienne loi.

Ainsi qu'il est exposé dans le dernier rapport annuel du consulat général suisse à Bucharest, la Suisse a été, en 1890, le plus fort parmi les importateurs de chocolat. Elle figure dans la statistique officielle avec 24,427 kg chocolat et 24,468 kg subrogés. La France y comparait avec 16,702 kg chocolat et 16,991 kg subrogés et l'Autriche-Hongrie par 11,997 kg chocolat et 11,997 kg subrogés.

* Voir n° 13, pag. 52 de la F. o. s. d. c. 1892.

Banque nationale de Belgique.

	21 avril.	28 avril.	21 avril.	28 avril.
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
Encaisse métallique	106,193,732	104,111,571	Circulat. de billets	404,076,310
Portefeuille	336,589,975	337,636,967	Comptes courants	65,546,139
				59,948,504